

# l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

40e congrès de la CGT

## Pour une ligne syndicale de classe

**L**E 40e congrès de la CGT est maintenant tout proche. Un congrès, cela fixe, pour une période, l'orientation du syndicat et lorsqu'il s'agit de la CGT, il s'agit du principal syndicat ouvrier, et de loin. C'est un événement important non seulement pour les adhérents du syndicat mais pour toute la classe ouvrière. Certes, les dirigeants de la CGT, lorsqu'ils ont fixé la date de ce congrès, escomptaient qu'il se déroulerait dans d'autres conditions et qu'en fait de bilan, ils auraient pu présenter celui des premières mesures d'un gouvernement de la gauche. En fait de programme, ils auraient pu alors avancer celui qu'ils avaient préparé au printemps 1977 : un plan de participation (au sens où l'entendait De Gaulle sans pouvoir vraiment le mettre en place) que les dirigeants de la CGT auraient organisé, des deux mains, pour peu qu'il y ait quelques « ministres communistes ».

Mais voilà : la réalité est autre et l'événement que représente ce 40e congrès prend du coup une dimension politique d'autant plus grande.

La réalité, la voilà : l'espoir cultivé des années (15 ans précise le rapport qui sera présenté à ce congrès !) que les travailleurs pouvaient changer les choses par un vote, sans lutte, en portant simplement au gouvernement des ministres de gauche qui auraient appliqué quelques « réformes de structure » ; cet espoir s'est révélé une impasse et son effet le plus mesurable, c'est d'avoir longuement détourné de la lutte les travailleurs pourtant durement frappés par les plans Barre, venant après d'autres attaques patronales.

Cette réalité-là, à l'heure du bilan, bien des travailleurs la perçoivent, bien des militants s'interrogent.

Face à ce trouble, à ces interrogations, la direction répond en proposant la même stratégie qu'ils appliqueraient, disent-ils, plus « démocratiquement ». Autrement dit, la même impasse.

Tel est le moment politique où se prépare et se déroulera ce 40e congrès.

Il est certain que dans de telles conditions « s'appuyant sur les authentiques traditions de classe que l'histoire de la CGT recèle, les authentiques prolétaires lutteront toujours plus fermement contre la ligne syndicale des dirigeants actuels de la CGT ».

C'est cette lutte que nous menons et devons mener pour « imposer partout, avec l'immense appui des syndiqués CGT, de ses militants, une ligne syndicale de classe ».

C'est à cela qu'appelle dans son introduction notre brochure, parue dans le No 41 de notre bimensuel, à une lutte « qui ne s'élabore ni ne s'appuie de l'extérieur de la CGT et encore moins de l'extérieur du mouvement ouvrier. Bien au contraire, c'est du point de vue de la CGT, de ses traditions de classe, de la ligne d'action syndicale, qu'elle a su définir avec des dirigeants comme Monmousseau, Sémard et bien d'autres (...) que nous nous opposons à la ligne actuelle de la direction de la CGT ».

G. C

40e congrès de la CGT  
QUELLE DÉMOCRATIE,  
POUR QUOI FAIRE ?

Cette brochure se trouve dans le bimensuel No 41.

## 100 000 personnes à Abadan, le pétrole ne coule plus Le peuple à l'assaut du shah

**L**E gouvernement iranien ne connaît pas de répit. De la grande manifestation de mardi à Téhéran regroupant 250 000 personnes à celle de mercredi où plusieurs milliers de personnes ont été chargées par l'armée. Mais pour lui, la gravité de la situation tient à la grève des 30 à 40 000 ouvriers des raffineries de pétrole. L'armée occupe Abadan, la plus grande raffinerie du monde, mais elle est incapable de la remettre en marche.

Le Shah, quant à lui, navigue entre concession et tentative de compromis sans oublier pour autant l'arme de la répression.

(Voir article page 3)



Dans les rues de Téhéran

« La Réunion c'est la France dans l'océan Indien... Vous n'êtes pas 500 000 réunionnais perdus dans l'océan Indien, vous êtes 500 000 des cinquante cinq millions de Français ».

Voilà ce que déclarait Barre vendredi à son arrivée à Saint-Denis de la Réunion. Évidemment, ces déclarations vont à rebours de la logique. Comment une île située à des milliers de kilomètres du territoire français, en plein océan Indien, pourrait-elle être assimilée à la France ?

La logique de Barre c'est celle de l'impérialisme, celle-là même qui fut à l'origine des « sales » guerres d'Algérie et d'Indochine — à l'époque aussi les hommes du pouvoir prétendaient que « l'Algérie c'est la France ». C'est la même logique colonialiste qui sert à justifier tant de crimes et de massacres au nom de la France.

Battu à plate couture par les peuples en lutte pour leur indépendance, le vieux colonialisme français n'est pourtant pas mort. Il continue son œuvre de pillage, de misère et de mort dans les prétendues DOM-TOM.

Chirac qui était, il y a une semaine, en voyage en Guyane et à la Martinique déclarait avec un franc cynisme : « Il est infiniment plus important pour la France d'avoir les départements et les territoires d'outre mer que d'avoir la Corée, car c'est ici que se trouve réalisée la vocation internationale de la France, qui seule peut assurer sa grandeur. »

En réalité, les voyages de Barre et de Chirac ainsi que leurs déclarations provocatrices témoignent une certaine inquiétude. Dijoud, le secrétaire d'Etat aux Colonies, déclarait au der-

## Barre à la Réunion

### Le colonialisme français n'est pas mort



Contrairement à ce qu'affirme Barre, les Réunionnais ne se considèrent pas comme Français et ils luttent pour l'indépendance.

nier conseil des ministres à propos des DOM TOM :

« ... Les aspirations nouvelles manifestées par les populations, l'accroissement rapide du chômage, l'inquiétude des plus jeunes devant l'avenir, exigent qu'un nouvel élan soit donné. »

Ces « aspirations nouvelles » ne sont rien d'autre que celles des peuples en faveur de l'indépendance. Des aspirations qui se traduisent par une lutte de plus en plus active pour chasser les colonialistes français.

(Voir article page 2.)  
Notre conception à nous de la « grandeur française » c'est

que notre peuple soutienne activement ces luttes, qu'il exige des DOM-TOM.

40e congrès de la CGT

« Les travailleurs d'Usinor-Louvroil saluent fraternellement le 37e congrès »

Document en page 5



Enrico Berlinguer, secrétaire général du PCI, (à droite), en compagnie de Francesco de Martino (socialiste) et d'Aldo Moro (démocrate chrétien) lors de la signature du compromis historique. Le PCI vient à nouveau de trahir les travailleurs italiens en votant pour la résolution gouvernementale rappelant les points fondamentaux de la politique d'austérité.

Italie

Le PCI capitule devant la Démocratie chrétienne

Les hospitaliers vont attaquer leur 4e semaine de grève

ANDREOTTI a bien tiré son épingle du jeu... C'est sur cette phrase gênée que l'Humanité du 2 novembre commente la capitulation du PCI devant l'ultimatum du gouvernement. En acceptant de voter la résolution gouvernementale rappelant les points fondamentaux de la politique d'austérité italienne, le PCI n'a fait que trahir un peu plus les luttes qui se mènent actuellement dans la fonction publique et, en premier lieu, dans le secteur hospitalier.

Depuis trois semaines, les infirmiers et autres personnels paramédicaux sont en grève. Ils exigent un rattrapage de leur salaire par rapport à l'inflation. Ce mouvement qui touche au moins trente des grandes villes italiennes a dû se mener dès le début sans l'appui, et même contre les grandes centrales syndicales.

Exigeant une augmentation de 140 francs par mois, les hospitaliers se sont tout d'abord heurtés à une superbe ignorance de la part des syndicats. Face au durcissement de leur mouvement, la fédération unitaire des syndicats a rencontré le ministre de la Santé et signé un accord portant sur une augmentation de 100 francs soit déjà beaucoup moins que ce que demandaient les travailleurs.

Le lendemain, le gouvernement Andreotti revenait sur l'accord sous prétexte qu'il n'était pas question de remettre en cause les finances publiques. Bien plus, il faisait arrêter six grévistes à Rome. 10 000 personnes défilaient aussitôt à Milan. Deux jours plus tard, une manifestation nationale rassemblait 20 000 hospitaliers à Florence. Parmi les cibles des mots d'ordre, la démocratie chrétienne, bien sûr, mais aussi le PCI et le secrétaire de la CGIL (la CGT italienne) qui venait de qualifier les grévistes de « barbares ».

Le secrétaire milanais de la CGIL ne pouvait que constater vendredi dernier une « rupture entre les travailleurs et les syndicats ».

De leur côté, les autres fonctionnaires italiens menaçaient à leur tour de se mettre en grève si leur salaire ne rattrapait pas la hausse du coût de la vie. Alors que les salaires du secteur privé augmentaient en moyenne de 10 % cette année, compte tenu de l'inflation, le leur a en effet baissé de 3,6 %.

Afin de regagner un peu de crédibilité, le PCI, qui soutient le gouvernement était contraint de reprendre cette revendication à son compte. Le problème était donc porté au Parlement mardi soir par le gouvernement lui-même. Celui-ci prenait l'initiative de soumettre au vote un « ordre du jour ». En fait une réaffir-

mation de sa politique d'austérité et de sa détermination de ne rien accorder aux grévistes.

Pour le PCI, le choix était simple : continuer à soutenir les travailleurs en lutte et engendrer une crise gouvernementale qui interrompait sa marche vers le pouvoir ou la trahison et la réaffirmation du « compromis historique ». Mis au pied du mur, le PCI n'a pas été long à se décider. Au nom de l'« unité nationale » il a revoté sa confiance pleine et entière au gouvernement Andreotti. Seul, dans la majorité, le parti républicain s'est abstenu.

Ainsi, et cette fois directement contre une lutte de

travailleurs, l'union sacrée a apporté sa caution au gouvernement d'austérité d'Andreotti.

La grève des hospitaliers continue... Serge FOREST

Les dirigeants vietnamiens à Moscou

Le Duan et Pham Van Dong, respectivement secrétaire général du Parti communiste vietnamien et premier ministre sont arrivés mercredi 1er novembre à Moscou où ils ont été accueillis en grande pompe par Brejnev et Kossiguine en personne. C'est dire toute l'importance que Moscou attache à bien réaffirmer son soutien le plus total aux dirigeants vietnamiens au moment où ceux-ci s'apprêtaient à agresser à nouveau le Kampuchea et continuent de plus belle leurs attaques antichinoises.

Au centre de leurs conversations se trouvera certainement la stratégie soviéto-vietnamienne en Asie du Sud-est. On sait que Moscou voudrait arriver d'une part à prendre le contrôle du détroit de Malacca et d'autre part à isoler la Chine sur son flanc sud et qu'il compte beaucoup pour cela sur la diplomatie vietnamienne.

Malheureusement pour eux, et malgré le honteux reniement des luttes armées qui se mènent actuellement dans ces pays par des partis communistes, les Vietna-

miens ne semblent pas avoir remporté de grands succès dans ce domaine, ni en Thaïlande, ni dans les autres pays de la région.

Du côté vietnamien, il est certain qu'on va demander à Moscou d'accroître encore son aide. L'effort de guerre auquel se livre le Vietnam a en effet rendu l'économie totalement exsangue. Moscou comptait, en faisant entrer le Vietnam dans le Comecon, faire supporter ce poids par les pays européens de l'Est. Or, le dernier communiqué du comité exécutif du Comecon montre clairement que cela ne va pas sans problème.

C'est bien un triste spectacle que de voir les dirigeants d'un pays qui a combattu si vaillamment pour son indépendance venir quémander auprès de leur maître une aide qu'ils mettront aussitôt au service de leurs ambitions d'hégémonie régionale, et ce, au mépris de leur dignité et de leur indépendance nationale.

Le traité de paix sino-japonais Un nouveau jalon sur la longue route de l'amitié

LA signature du traité de paix et d'amitié sino-japonais, outre sa valeur historique internationale que nous avons souligné plusieurs fois, est aussi un nouveau jalon dans les relations entre les peuples chinois et japonais.

Certains se sont étonnés de la signature du traité, arguant qu'il y a quarante ans, le Japon était en guerre contre la Chine qu'il dominait. D'autres (ou les mêmes) présentent le Japon comme l'ennemi héréditaire de la Chine.

En fait, les deux peuples ont toujours été dans l'ensemble très proches l'un de l'autre. Pendant 2 000 ans, les échanges culturels, économiques, linguistiques, etc. ont été intenses. Pourtant, dès le milieu du XIXe siècle jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les relations se sont détériorées aboutissant à l'éclatement de la guerre de 1937.

Ces affrontements s'expliquent facilement : alors que le Japon s'engageait dans la voie du capitalisme, la Chine, pays féodal, devenait la proie des pays colonialistes. C'est ainsi que de grands morceaux de territoire chinois ont été avalés par les colonialistes japonais,

jusqu'à leur défaite en 1945.

Mais doit-on en conclure que la Chine et le Japon sont naturellement ennemis ? Non, bien sûr. Et pourtant, le peuple chinois a terriblement souffert de l'agression.

La situation ne nous rappelle-t-elle pas celle de la France et de l'Allemagne après la Deuxième Guerre mondiale ? Cependant, quelle différence ! Alors que certains entretenaient délibérément dans le peuple français un sentiment anti-allemand, en Chine, le président Mao Tse-toung et le premier ministre Chou En-lai ont travaillé sans relâche à développer les relations amicales entre les deux peuples.

Le Parti communiste chinois a expliqué inlassablement que le peuple japonais n'était pas responsable de l'agression des militaristes japonais et qu'il en avait lui-même souffert. Ce faisant, ils ont contribué au rapprochement entre les deux pays.

Les dirigeants chinois ont aussi noué des relations avec des personnalités et des gens du peuple japonais qui voulaient rétablir les liens. Chaque année, 30 000 visiteurs japonais ont voyagé en Chine et, de retour dans leur pays, ont contribué à

promouvoir l'amitié sino-japonaise.

Environ une dizaine d'associations d'amitié se sont créées. De nombreuses manifestations ont eu lieu au Japon, surtout depuis 1972, année du début des négociations entre les deux gouvernements, pour faire pression sur le gouvernement japonais pour qu'il signe le traité.

Toute cette politique d'amitié de la Chine en direction du peuple japonais n'a pas été sans influence sur le gouvernement de Tokyo. D'autre part, si le peuple japonais a souhaité si vivement la signature du traité et salue aujourd'hui l'inclusion de la clause antihégémonique, il faut voir que le peuple japonais a souffert directement des pressions impérialistes de l'URSS : ce sont les pêcheurs japonais qui ont été ruinés par le pillage de leurs poissons. Ce sont les habitants des îles Kouriles qui souffrent de la domination impérialiste de l'URSS sur leurs territoires. Pour toutes ces raisons, on comprend que le peuple japonais applaudisse avec tant d'enthousiasme la signature du traité.

Claire LIRIA

Réunion

Mécontentement général face à la crise

L'arrivée de Barre sans « sa » colonie coïncide avec une vague de mécontentement général de toute l'île. Barre sera d'ailleurs accueilli par une grève générale qui devrait analyser toute l'île. La situation économique ne cesse, en effet, de se dégrader à la Réunion.

Les DOM-TOM, dans leur ensemble, subissent la crise économique du système capitaliste mondial, aggravée par l'exploitation coloniale.

Dans son édition de septembre, l'Indépendance et la liberté, le mensuel de l'Organisation communiste marxiste-léniniste de la Réunion, analysait ainsi la situation actuelle de l'île : « En ce qui concerne la Réunion, le mécontentement est général. Le chômage n'a jamais été aussi important qu'aujourd'hui (plus de 80 000 chômeurs).

De nombreuses entreprises ferment et licencient les ouvriers par centaines. Les petits et moyens planteurs, les colons sont menacés par la ruine par le nouveau mode de règlement, le bas prix de la canne et l'augmentation des

frais de culture.

Les artisans et petits commerçants sont mécontents de la couverture sociale proposée par le gouvernement et boycottent la Cancava et Cavicorg.

Les fonctionnaires, traditionnellement soutien du régime colonial, sont mécontents aussi à cause de la baisse de l'indice et de la nouvelle loi sur les congés administratifs.

Même les « Groblan » usiniers profitant du climat de crise font du chantage et demandent une fois de plus des subventions ».

C'est dans ce climat que Barre vient porter la « bonne parole » à la Réunion pour réaffirmer son « caractère français » et tenter de désamorcer la colère montante. Mais, de plus en plus, les forces populaires de la Réunion prennent conscience qu'aucune réforme ne pourra cacher la réalité coloniale qui est celle de la Réunion.

Indépendance pour la Réunion ! Indépendance pour toutes les colonies françaises !

# DANS L'ACTUALITE

## 100 000 personnes à Abadan, le pétrole ne coule plus

# Le peuple à l'assaut du Shah

Evelyne LE GUEN

Mardi à Téhéran, 250 000 personnes manifestaient dans les rues du sud de la ville à l'appel du Front national.

### MARDI, A TEHERAN

Tout avait commencé sur le campus. Ils étaient 50 000 étudiants, mais aussi ouvriers et commerçants, enseignants, venus écouter le témoignage des prisonniers libérés la semaine dernière : des témoignages très durs sur les tortures qu'ils ont dû subir.

Puis, ils sont tous partis en direction du domicile de l'Ayatollah Taleghani pour le féliciter de sa libération. L'Ayatollah Taleghani est bien l'une des personnalités les plus connues du Front national. En 1953, il fut l'un des partisans du régime nationaliste de Mossadegh et depuis il fut emprisonné à diverses reprises.

A mesure que la manifestation progressait, les rangs gonflaient pour bientôt atteindre le chiffre de 250 000 personnes. Bannières condamnant le régime du Shah et portraits des Ayatollahs Komeiny et Madari se succédaient.

L'armée était là, présente avec tout son armement. A deux reprises, elle a tenté de contenir les manifestants puis finalement elle a cédé et les a laissés passer.

Comme il est maintenant coutume, les soldats se voyaient submergés de fleurs jetées par les manifestants qui appelaient à les rejoindre.

Ce qui se passe en province est plus difficile à connaître. Cependant le bruit court selon lequel l'autorité de l'Etat ne serait plus respectée que dans les cinq plus grandes villes de l'Iran : Téhéran la capitale, Tabriz, Ispahan, Chiraz, Abadan.

Depuis lundi, des manifestations se déroulent par-

tout en province. L'intervention de l'armée contre ces manifestations a provoqué la mort d'une cinquantaine de personnes depuis lundi.

Le but de ces manifestations est d'exiger le départ du Shah. Aujourd'hui, les importantes grèves, notamment celle des raffineries ont un caractère avant tout politique et vont dans le même sens.

### DES GREVES AVANT TOUT POLITIQUES

Ce sont les mêmes aspirations qui se retrouvent dans les revendications des centaines de milliers de grévistes. Ce mouvement de grève, qui dure depuis plus d'un mois, prend une importance nouvelle avec la grève des ouvriers des raffineries dont celle de la raffinerie la plus importante du monde, à Abadan.

La première fois qu'Abadan était en grève, c'était le 16 octobre dernier, mais alors une équipe de trente ouvriers restait travailler pour ne pas couper les exportations, aujourd'hui ce n'est plus le cas.

Les ouvriers exigent, outre une augmentation de salaire, l'abrogation de la loi martiale et le procès du chef de la police Nematulla Nasiri. Ils exigent également que soient jugés et condamnés les responsables de la mort de plus de 1 000 personnes assassinées lors de manifestations contre le Shah depuis janvier dernier.

Depuis lundi, à Abadan, se déroulent chaque jour des manifestations regroupant les ouvriers mais aussi les lycéens, les enseignants. Jeudi, ils étaient plus de 100 000.

L'armée a été envoyée pour occuper la raffinerie. Raison officielle : éviter tout sabotage. Un faux prétexte quand on sait qu'avec une telle explosion la ville

située tout autour, serait coupée de la carte.

Des bruits ont couru comme quoi les militaires auraient fait appel à des techniciens pour remettre en marche l'usine et qu'un quart à un cinquième des exportations auraient pu reprendre. Bruit démenti par la suite.

Ce sont toujours 60 millions de dollars qui chaque jour sont perdus aggravant ainsi la situation économique du pays. Le départ de capitaux se poursuit toujours au rythme de 50 millions de dollars par jour.

Cette grève, ajoutée à celle des travailleurs des distributeurs de gaz, provoque la panique dans le gouvernement qui, dépassé par les événements, ne sait plus où donner de la tête.

D'autant plus que les 4 000 employés de la compagnie nationale Iran-Air, se sont eux aussi mis en grève, bloquant ainsi tous les vols intérieurs et une grande partie des vols internationaux. Ils exigent la levée de la loi martiale, la libération des détenus politiques et l'abandon de l'alignement du rial (la monnaie nationale) sur le dollar.

### CONCESSION ET TENTATIVE DE COMPROMIS

Afin de s'en sortir, le gouvernement tente, par à-coup, de répondre aux exigences des grévistes. Ainsi

le nouveau ministre de la Justice, Najafi, a déclaré jeudi que tous les prisonniers politiques allaient être libérés le 10 décembre en précisant toutefois que la décision revenait au Shah et que d'ici dix jours il y aurait une réponse définitive.

Hormis ces concessions, le gouvernement veut montrer sa volonté de dialogue avec l'opposition. C'est ainsi que le Shah a rencontré Ali Amini, un ancien premier ministre. Il espère pouvoir se servir de ce ministre, qui s'est détaché du gouvernement du Shah en condamnant ses excès pour faire la liaison avec l'opposition.

D'ores et déjà serait prévue une rencontre entre le Shah et Sandjabi, le président du Front national.

Le Shah prépare-t-il son départ ? C'est fort possible. On imagine mal aujourd'hui comment cette dictature, attaquée de toutes parts pourrait se maintenir encore longtemps. Bien sûr, il y a le soutien des USA : Carter ne rate pas une occasion pour renouveler son soutien au régime « progressiste » (sic) du Shah. Cependant, il est évident que Carter ne joue pas une seule carte et qu'il prépare plusieurs solutions de rechange par l'intermédiaire des négociations du gouvernement iranien, lui-même ou alors par des discussions directes entre lui et certaines franges de l'opposition.

## Pour une indépendance véritable

La Dynastie des Pahlavi vit sans doute ses derniers moments. On voit mal ce qui pourrait encore sauver le trône de ce monarque qui règne depuis 25 ans par le meurtre et la torture. S'il parvient à renverser le Shah et son régime, le peuple iranien suscitera la joie et l'admiration qui saluent toujours le renversement par un peuple, et au prix de son sang, d'un tyran.

Mais cette chute du Shah, si elle se produit, résoudra-t-elle tous les problèmes actuels de l'Iran ? Malheureusement non. Des problèmes fondamentaux continueront inévitablement à peser très lourd sur la vie politique iranienne.

La chute du Shah ne changera pas le caractère profond de l'Iran de pays du tiers monde. C'est-à-dire de pays en bat aux pressions diverses de l'impérialisme et, en tout premier lieu, des deux superpuissances.

Les USA, actuellement dominants en Iran, ont déjà commencé à chercher une solution de rechange qui préserverait leurs intérêts. On dit, par exemple, qu'ils ne seraient pas hostiles à un gouvernement Amini.

L'Union soviétique, pour sa part, dispose de plus d'un moyen pour s'immiscer dans la vie politique iranienne. Ses 3 000 kilomètres de frontière, l'existence d'un parti pro-soviétique, mais aussi le fait que la période de mise en place de tout nouveau régime d'accompagne d'une période d'instabilité et de flou propice à la prise du pouvoir par la subversion, tout cela fait qu'elle est en bonne place pour tenter, elle aussi, d'étendre sa domination sur le pays.

Il serait dangereux de croire qu'après le renversement du Shah, les superpuissances relâcheront leur pression sur l'Iran. Bien au contraire. Celle-ci sera assurément renforcée, chacun tentant d'imposer, ou de réimposer sa loi dans une situation nouvelle.

Face aux pressions considérables auxquelles il devra faire face, la capacité et la détermination de résister de tout nouveau gouvernement iranien sera, en dernier ressort, le critère qui fera qu'il gardera ou non le soutien populaire qui l'aura porté au pouvoir.

S'il parvient, ce qu'on ne peut que lui souhaiter, à dégager le pays de l'emprise américaine, du moins en partie, sans le faire tomber pour autant dans l'orbite soviétique, alors les martyrs de la place Jaleh ne seront pas tombés pour rien. Il faut cependant être conscient que cette voie sera extrêmement étroite.

Même si on ne peut pas encore connaître justement l'attitude qu'adoptera un nouveau gouvernement face aux inévitables pressions, on peut néanmoins dire que seul un Etat dans lequel le peuple et son parti joueraient un rôle prépondérant serait à même de répondre de manière entièrement conséquente.

Or, ce parti puissant de la classe exploitée n'existe pas aujourd'hui en Iran, ce qui explique d'ailleurs en partie le manque de perspectives actuelles du mouvement populaire. Il reste encore à édifier. Nul doute que la précieuse expérience accumulée par le peuple iranien dans ces derniers combats y contribuera largement.

Serge FOREST

### Lutte dans les foyers Sonacotra

Au foyer Sonacotra à Argenteuil  
53, avenue du Parc  
journée « Portes ouvertes »  
Le 4 novembre de 14 à 23 h

- PROGRAMME :
- Montages diapos
  - Films
  - Chansons
  - Débats
  - Brochettes et boissons

### Procès Sonacotra - Colombes Nanterre

Le comité de résidents Sonacotra du foyer Colbert, 203 rue Colbert à Colombes, et le comité de soutien appellent tous ceux qui soutiennent les revendications du Comité de coordination et la lutte des résidents en grève des loyers à venir manifester contre le jugement de 6 résidents grévistes.

Le lundi 6 novembre à 11 h  
devant le tribunal de Nanterre  
(près de la préfecture,  
gare RER : Nanterre Université)

### Lundi à Amol

Amol, une ville de 70 000 habitants, a été le terrain d'une véritable insurrection. Lundi, les étudiants et tous les jeunes de la ville contrôlaient Amol.

Cette explosion a pour origine une manifestation qui a eu lieu le 4 octobre. La police est intervenue, tuant plusieurs personnes. Puis la Savak, la police secrète, a organisé de véritables razzias sur les magasins du bazar. Plusieurs banques et magasins ont été brûlés. La population a alors décidé de faire sa propre police pour mettre fin aux agissements des provocateurs de la Savak. C'est alors que les jeunes, chargés du contrôle de la ville, ont arrêté une BMW avec, dedans, quatre membres de la Savak. Ont été retrouvés dans la voiture un colt, des cocktails molotov, des bouteilles d'essence et des chiffons pour enflammer.

Lundi, ces provocateurs étaient amenés au palais de justice sous la garde des étudiants et des magistrats de la ville, qui s'étaient insurgés contre les actions de la police.

Pendant toute cette journée, la ville était aux mains de la population. La nuit suivante, l'armée est intervenue, elle a libéré les policiers détenus, matraqué tous les occupants et les magistrats du palais de justice. Mardi matin, elle avait repris le contrôle de la ville, prête à réprimer tous ceux qui se sont soulevés.

## Aujourd'hui le Jour





Manifestation à Marseille de travailleurs immigrés de la navale (Photo correspondant HR).

Les licenciements en Europe de travailleurs de la navale

- DANEMARK : 6 500 emplois en 1977 ; 3 400 prévus pour 1978 (total employés 17 000).
- ESPAGNE : chantiers de Cadix en voie de fermeture si ce n'est déjà fait (plusieurs milliers de licenciements).
- ALLEMAGNE : chantiers Blohm et Voss Hambourg, 2 000 travailleurs ont travaillé une semaine sur quatre à partir de février 1978.
- SUEDE : société Svenskaab (chantiers nationalisés) a été « invitée » par le Parlement à ramener ses effectifs de 16 000 à 10 000 ouvriers d'ici 1979.
- NORVEGE : réduction de la capacité de production de 30 % à 40 %.
- FRANCE : chantiers touchés : Dubigeon, Alsthom-Atlantique, la Ciotat, Terrin ; le VIIe plan prévoit 6 000 licenciements.
- JAPON : 1976 : 30 000 licenciements ; 1977 : 25 000 licenciements. Quatorze petits et moyens chantiers ont fait faillite.

LUTTER OUI, MAIS POURQUOI ?

« Français-immigrés, une seule classe ouvrière. Français-immigrés, même patron, même combat ». Cela nous semble être la base de toute mobilisation des travailleurs, y compris des marins.

Il n'y a pas d'intérêts antagoniques entre un steward français et un steward indonésien. Ce qu'il faut, c'est se battre pour que tous deux aient le même salaire pour le même travail fait dans les mêmes conditions.

L'intérêt de tous les travailleurs est en jeu. Se

détourner de cet axe, c'est quitter le terrain de la fraternité de classe, c'est entrer dans la grotte sombre du chauvinisme comme le font certains dirigeants CGT, CFDT et PCF.

Il ne s'agit pas de « travailler français », mais simplement de travailler qu'on soit Français ou immigré, de se serrer les coudes tous ensemble, d'être au même piquet de grève, dans le même syndicat, assis à la même table sur chaque navire, de présenter un front uni contre les patrons, les armateurs. Il s'agit de frapper tous ensemble et en même temps.

Yves LEPIC

Le PCF et les marins

L'art de retomber sur ses pattes !

Nous avons publié dans notre quotidien d'hier des passages d'un tract du PCF de Marseille, dont nous avons dénoncé le caractère chauvin : « Il faut lutter contre l'embarquement des marins étrangers » telle était la première revendication.

prétation chauvine des positions de la CGT.

Développées dans l'Humanité depuis quinze jours, elles ont pu avoir localement un impact important comme nous l'avons vu à Marseille.

On pouvait lire des phrases du style :

« Rester très fermes pour s'opposer à ce que notre pavillon devienne complaisant, discriminatoire et exploiteur de marins du tiers monde, alors que les marins français iraient grossir les rangs des chômeurs. » (mardi 17 octobre).

Puis : « Pour la première fois depuis 25 ans les marins sont en grève illimitée. Ils s'opposent ainsi à l'embauche sur les navires français de personnel étranger "payé au rabais" ». (mercredi 25 octobre).

Alors qui a laissé penser que les marins s'opposaient à l'embauche de personnel étranger si ce ne sont le PCF lui-même et la CGT par son mot d'ordre ambigu :

Pourtant les travailleurs honnêtes se féliciteront que soit combattu ce mot d'ordre chauvin ; c'est une victoire de leurs protestations et de leurs refus de laisser s'installer la division entre les travailleurs français et les travailleurs immigrés.

Or, on peut lire, le 2 novembre, dans l'Humanité :

« Les marins ne demandent pas d'augmentation de salaires ou de droits nouveaux. Ils réclament seulement qu'on ne touche pas à un principe vieux comme le mouvement ouvrier et qui est aussi celui de tous les salariés « A travail égal, salaire égal ».

Car M. Le Theule dissimule sciemment la vérité lorsqu'il dit que les marins français s'opposent à l'embauche de personnel étranger. La question n'est pas là, encore qu'elle pourrait se poser avec les milliers de marins français au chômage (sic). Le problème, c'est que ces travailleurs étrangers seront payés trois fois moins que leurs collègues français. Imagine-t-on dans une usine, sur une même chaîne des travailleurs immigrés trois fois moins payés qu'un ouvrier français ? ».

Ainsi, la direction du PCF éprouve le besoin de rectifier le tir et de mettre le holà à l'inter-

La Ciotat, ce sont les marins qui sont en lutte. Cette lutte n'est que le reflet de la crise générale qui touche la construction navale dans le monde entier.

POUR LES TRAVAILLEURS

Les travailleurs des chantiers de construction navale et de réparation sont licenciés en masse ; pour ceux qui restent, il n'y a plus beaucoup de travail. Les capitalistes concentrent leurs chantiers en quelques points, s'entendent entre eux, limitent au maximum leurs coûts de production.

Pour les marins, il se passe la même chose. S'il y a moins de navires en circulation, il faut moins de marins. La concurrence est serrée entre les armateurs mais elle s'avive aussi entre les travailleurs. Les armateurs en profitent pour remettre en cause les acquis, les salaires, les statuts. Ils embauchent donc, des travailleurs immigrés, hors de ces statuts, sous-payés, dans les premiers temps dans des services annexes (restauration), en attendant de passer à un niveau supérieur.

leur part passer de 80 % en 1950 à 35 % en 1977.

Le Japon bénéficiait de conditions « favorables » : forte concentration des chantiers de construction et de la sidérurgie (souvent ce sont les mêmes propriétaires), salaires peu élevés.

D'autres pays, ceux du tiers monde, sont venus bouleverser l'ordre capitaliste : la Corée du Sud, le Brésil, la Chine, la Yougoslavie aussi s'est lancée dans la construction navale.

Nombre de chantiers de pays du tiers monde sont aux mains des monopoles étrangers (anglais, français, japonais, américains mais aussi russes et polonais).

LA RESTRICTION DU MARCHÉ

La construction est anarchique. On construit plus qu'il n'est acheté. De plus, la concurrence est plus vive. Là où on avait 4 à 5 constructeurs, on en trouve 20 à 30 ou plus.

Les industries sont en crise : la sidérurgie par exemple. Alors, on transporte moins de minerai de fer, moins de charbon. En 1977, 6 % de la flotte mondiale est désarmée. Des annulations de contrats ont lieu. Aujourd'hui, on les estime à 20 millions de tonnes-jauge-brut (TJB). Les pays du tiers monde ont besoin de navires pour leur transport ; n'en produisant pas assez, ils doivent en acheter mais ils sont trop pauvres, cela ferait de véritables hémorragies financières. Par contre, les capitalistes en produisent énormément mais comme ils sont par nature rapaces et voleurs, ils ne veulent pas abaisser leurs prix de vente.

La flotte marchande dans le monde en millions de tonnes

LIBÉRIA (1) :	79,9
JAPON :	40
GRANDE-BRETAGNE :	31,6
GRECE :	29,5
NORVEGE :	27,8
URSS :	21,4
PANAMA :	19,4
USA (2) :	15,3
FRANCE :	11,6
ITALIE :	11,1

(1) Le Libéria est le principal fournisseur de pavillons de complaisance avec Panama.

(2) Aux USA, les armateurs utilisent largement les pavillons de complaisance.

La crise de la marine marchande c'est celle de la navale

DEPUIS plus d'un an, la construction navale et la réparation navale occupent le devant de la scène. Après Dubigeon à Nantes, Terrin et les chantiers navals de

De nos jours, la compétitivité d'un pays ou d'un monopole capitaliste est une question très aiguë. Tous les moyens sont bons pour faire des profits, pour rentabiliser : liquidation des chantiers navals jugés trop coûteux, fermeture des boîtes de réparation navale pas rentables, pavillons de complaisance, embauche d'immigrés à des salaires dérisoires. Cela forme un tout.

L'ORIGINE DE LA CRISE

L'origine de la crise est à rechercher dans la guerre sans merci à laquelle se li-

vent les monopoles entre eux et dans l'irruption du tiers monde dans la construction navale.

Le commerce maritime s'est beaucoup développé à partir de 1960. On était dans une période de relative expansion économique. Les empires coloniaux se sont effrités sous les coups de boutoir des peuples. De nouveaux marchés se sont ouverts. Il a fallu beaucoup de bateaux. Alors, on a construit.

Parmi les pays capitalistes, le Japon s'est très vite développé dans ce secteur (de 10 % du marché en 1950, il est passé à près de 50 %). Les vieux pays capitalistes ont vu

Semaine d'amitié franco-chinoise à Marseille Han Suyin fait salle comble

La venue d'Han Suyin à Marseille du 23 au 16 octobre a été l'occasion de la plus importante manifestation d'amitié avec la Chine qui ait jamais eu lieu dans cette ville.

Non seulement la conférence prononcée par l'auteur du « Déluge du matin » a connu un tel succès d'affluence (plus de 1 000 personnes) que la salle prévue s'est révélée beaucoup trop petite, mais ce fut également le cas de toutes les autres activités organisées. Aussi bien devant les membres d'organisations féminines de Marseille, devant les 2 ou 300 élèves des classes terminales d'un lycée de Marignane, lors du dîner de gala de l'UNESCO qu'à la radio, à la télévision, dans la presse régionale ou au

forum de la FNAC, Han Suyin a parlé avec la chaleur, l'humour et la compétence qu'on lui connaît de la Chine, de sa politique intérieure et extérieure et de son dernier livre « Les cent fleurs ».

Elle a répondu à de multiples questions avec précision et avec le souci de combattre les idées reçues sur la Chine, l'idéalisme comme la méfiance ou les inquiétudes et tous ceux qui l'ont approchée ou l'ont entendue, en furent très satisfaites.

Voilà, n'en doutons pas, qui va donner un nouvel essor dans la région marseillaise au développement de l'amitié franco-chinoise et à l'association des Amis des franco-chinoises.

# POLITIQUE ET SOCIAL

## 40e congrès de la CGT

**A**L'HEURE où se prépare le 40e congrès de la CGT, voici un document important qui retiendra l'attention de tous nos lecteurs cégétistes. Il s'agit de la plate-forme du syndicat CGT d'Usinor-Louvroil (Maubeuge), présentée au 37e congrès de la CGT en 1969. Ce document est un réquisitoire contre le morcellement des luttes et la division perpétrés par les dirigeants confédéraux. A cette tactique néfaste — qui conduira à la défaite la lutte des sidérurgistes d'Usinor-Louvroil — les cégétistes de l'entreprise

opposent avec raison la voie de la lutte classe contre classe : s'unir à la base et dans l'action, frapper « tous ensemble et en même temps ». Par leur propre expérience, ces camarades en étaient arrivés à des conclusions très justes (notamment sur la démocratie dans la CGT) bien que nous ne puissions partager entièrement leur point de vue. La position défendue par ces camarades sera une des causes de l'ostracisme de la confédération à leur égard, ainsi qu'en porte témoignage l'isolement délibéré des luttes à Louvroil en 1977.

Bureau de presse du Nord

Syndicat Usinor-Louvroil (59)

# Document Les travailleurs d'« Usinor-Louvroil » saluent fraternellement le 37e congrès

Sur la tactique des luttes, le syndicat d'Usinor-Louvroil tient à rappeler le désaccord qu'il exprimait avec les luttes partielles. Nous disions à l'époque : en face d'un état-major patronal concentré, nous devons avoir notre propre appareil de combat.

Il est regrettable de constater que le patronat concentre ses capacités de résistance aux revendications ouvrières et que nous éparpillons les nôtres. Nous sommes à l'époque de la concentration capitaliste et nous sommes restés à l'organisation des luttes par bureau, par atelier. Après la grève générale de Mai 1968, on eût cru qu'on en tirerait des enseignements.

Nous sommes navrés de constater que les tactiques de lutte restent archaïques. Un exemple, Usinor : tantôt Dunkerque arrête puis reprend, tantôt c'est Montataire ou Denain ou Valenciennes ou Louvroil. C'est autant d'échecs amers.

Car seul un arrêt simultané de tout le trust Usinor ferait reculer le patronat pour les revendications essentielles et communes à tout le personnel...

Il faut changer. Seule la synchronisation de notre offensive contre le capital amènera les changements amorcés en 1968.

Le capital possède son état-major, ses troupes et lance ses grandes offensives. En face de cet appareil de classe, nous ne possédons que la bonne volonté des militants que nous sommes. Alors qu'un état-major devrait chapeauter, diriger et décider de l'action directe à envoyer sur l'adversaire après consultation des travailleurs.

Exemple : nous aurions aimé qu'un ordre d'ensemble soit donné devant le matraquage de nos camarades d'Aulnoye et devant ce manque d'ordre direct, la riposte des travailleurs du bassin de Sambre, face à cette attaque patronale, fut à notre avis moins efficace tenant compte de la diversité de la riposte.

la structure de la CGT, de la confédération aux organismes locaux est restée construite sur l'élément « coordination » à travers lequel personne ne dirige ni ne décide, mais coordonne.

L'offensive du grand capital est dirigée par un état-major solide tandis que nous ne pouvons vaincre qu'avec des organismes décadés à employer une nouvelle tactique, c'est-à-dire à lancer une action totale « ensemble » et en « bloc » contre cet autre bloc que représente le patronat.

Après l'ébauche, les décisions doivent venir de l'état-major, ce sera un tonique puissant pour aller « tous ensemble » à l'offensive.

Avant de revenir sur Usinor qui est un exemple vivant de l'échec de notre tactique, nous tenons à souligner que le syndicat Usinor-Louvroil n'est nullement opposé aux luttes d'atelier, de bureau, de service quand ces actions regardent les revendications particulières de ces usines, services, etc. Par contre, nous soulignons comme un exemple, et avec force, que les revendications majeures du trust Usinor (augmentation de salaire, retraite à 60 ans, mensualisation intégrale, convention collective nationale) doivent être défendues par l'ensemble des travailleurs du trust et avec une direction syndicale décidée à synchroniser le moment du déclenchement des luttes.

Partant ensemble, les travailleurs d'Usinor sauront qu'ils ne sont pas seuls, mais « unis ». La discussion de la convention Etat-sidérurgie nous a vus impuissants à nous organiser à travers la branche de la profession.

Patrons et gouvernement ont pu décider l'arrêt des entreprises et le déclassement des travailleurs sans qu'aucune action d'ensemble de la branche d'industrie n'ait pu être organisée par nous : « l'artillerie de 1870 » face à la force patronale de 1970, voilà l'état

de nos forces ».

... En 1968, s'engouffrant dans le mouvement étudiant, la classe ouvrière, porteuse de revendications depuis longtemps insatisfaites, a élargi, poursuivi, prolongé le mouvement et, par une nouvelle méthode de lutte, a obligé le patronat à commencer à céder sur ses vues essentielles. Si bien qu'aujourd'hui encore, les accords nationaux conclus heureusement ont eu 1968 pour rampe de lancement.

Un dernier point sur lequel nous voulons insister : « les congrès ».

Nous pensons depuis longtemps que les congrès n'ont pas de base de discussion solide et collective et, par là même, de solution concrète.

Depuis des années, et à chaque congrès, le secrétaire général fait un rap-

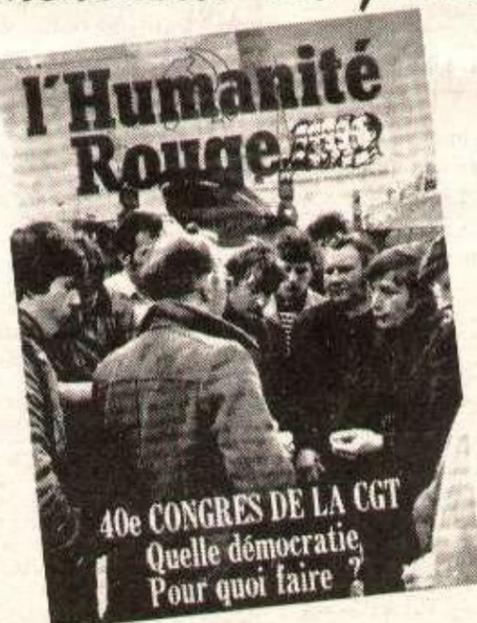
port d'activité trop long auquel il apporte une conclusion ce qui est, à notre avis, anticiper sur les discussions du congrès. Seules des discussions du congrès doivent naître une synthèse et ensuite une conclusion. De cette façon de procéder naîtra véritablement une ligne d'action conforme à notre époque, à l'image des masses travailleuses.

Procéder comme on l'a fait depuis longtemps, c'est-à-dire conclure déjà avant les discussions équivaut à terminer un congrès avant qu'il soit commencé.

Voilà chers camarades, ce que nous pensons. C'est dans l'esprit de faire avancer les choses que nous sommes intervenus dans ce sens et demandons la révision de nos tactiques de lutte actuelles.

Vive le 37e congrès CGT

*l'Humanité rouge bimensuelle est parue*



Dans ce numéro, un dossier de seize pages à propos du 40e congrès de la CGT : le bilan que la direction se refuse à faire.

Passer vos commandes pour une diffusion massive

Etre jeune à l'école, au travail, au chômage, cela devient de plus en plus difficile.

Que penser des représentations que la bourgeoisie offre à la jeunesse ? Comment mener de front sa jeunesse et une prise de position politique ou tout simplement comment comprendre la société qui nous entoure ?

Voici entre autres les quelques tâches que s'est fixée La Jeune Garde rouge, le journal, pour la jeunesse, du Parti communiste marxiste-léniniste. Parce que la jeunesse a des problèmes spécifiques, le PCML lui propose un journal qui répond à quelques unes de ses questions.

La Jeune Garde rouge, dans son dernier numéro trimestriel, aborde quelques points préoccupants les jeunes. Pourquoi les patrons préfèrent-ils embaucher des apprentis plutôt que des jeunes diplômés ? Le chômage n'est pas fatal, il s'explique. A partir de là, on peut comprendre pourquoi les jeunes sont le plus soumis au chômage.

La rentrée scolaire a été particulièrement chaude en cette année 1978. Un supplément y est consacré qui met en évidence, entre autres, la nécessité de préparer la grève.

On ne peut être jeune aujourd'hui sans être soucieux pour l'avenir, comme on ne peut pas être jeune, gars ou fille, et ne pas être préoccupé par l'armée.

L'armée : un an de perdu à balayer les WC, à être brimé continuellement par une hiérarchie idiote.

La question de la défense nationale se pose, aiguë, quand on est à l'armée. Défendre le pays ? Pourquoi et contre qui ? Et avec quel armement ?

La jeunesse se préoccupe beaucoup aussi du problème de la Corse, du Pays basque et de la Bretagne. De jeunes camarades sont allés aider des petits paysans dans le Pays basque et défricher une chataigneraie dans la région de Castagniccia en Corse. Ils ont en ont rapporté des témoignages vivants qui nous aident à mieux comprendre les problèmes de ces régions.

Les questions internationales suscitent également l'intérêt des jeunes, par exemple de nombreux jeunes ne croient pas que l'URSS soit un pays capitaliste. Mais qu'est-elle alors ?

La Jeune Garde rouge est un journal pour la jeunesse scolaire et laborieuse. Elle ne pourra progresser que si elle est diffusée massivement, si les jeunes s'en emparent. Ce sera alors un moyen plus sûr pour organiser la jeunesse de notre pays.

## Chantier de la 3e forme du radoub de Brest

### En grève

Un des plus gros chantiers de travaux publics du pays est en grève depuis mardi 31 octobre. Il s'agit du chantier de la 3e forme de radoub de Brest, une cale sèche de 500 000 tonnes. Quand, lundi, la direction annonce le passage en 3 x 8 pour les équipes, la lutte s'engage aussitôt.

Mardi matin, la grève était votée à l'unanimité chez Fougerolles, la plus grosse boîte du chantier (350 ouvriers sur 500 au total). Il y a 120 travailleurs arabes sur le chantier.

Les revendications sont : 25 % d'augmentation générale, 100 % de revalorisation du travail de nuit, prime de rendement fixe de 500 F par an pour tous,

prime de transport de 10 F, embauche définitive des ouvriers sous contrat à durée limitée et des intérimaires qui le désirent, réintégration des intérimaires licenciés au début de la grève, amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité, deux heures d'information syndicale par mois.

La grève est menée dans l'unité Français-immigrés par la nouvelle section CGT. Des élections ont eu lieu, le vendredi 28 octobre. Elle s'est poursuivie par une manifestation sur le port de commerce et par l'établissement de barrages et de piquets de grève à l'entrée du chantier. Devant la détermination des ouvriers, les patrons devront payer.

# Le parquet désavoue un jugement de la Cour d'appel de Douai

## Pour la Cour d'appel de Douai, les droits syndicaux ça n'existait pas

**L**A direction d'une entreprise du Nord avait été condamnée à quatre mois de prison avec sursis et mise à l'épreuve. Faisant appel, cette direction était relaxée par la très réactionnaire cour d'appel de Douai qui, en outre, condamnait la CFDT et la victime : un

délégué syndical « démissionné » par la direction. Aujourd'hui, le pouvoir écrase l'affaire et veut faire casser la décision de la cour d'appel de Douai. Les batailles menées dans le Nord par le Syndicat de la Magistrature portent leurs fruits.

La SGTN est une entreprise de bâtiment et de travaux publics. Ces derniers mois, la direction licenciat près de 500 ouvriers. Les effectifs sont, en effet, passés de 1 200 à 700. La plupart des ouvriers sont Portugais. Le délégué CFDT, Bernard Lemette, très lié aux ouvriers (il parle couramment le portugais) est aussi très combatif. Il gêne, de ce fait, considérablement la direction. Celle-ci va donc tout faire pour s'en débarrasser.

Alors qu'il a toujours travaillé sur des chantiers de l'agglomération Lille-Roubaix-Tourcoing, la direction le mute, le 23 avril, à 15 km de Lille, à Santes, ce qui représente pour lui une heure et demie de mobylette par jour. Cette mesure n'entamant en rien la combativité de Lemette, la direction le mute alors à Saint-Omer, à 80 km de Lille, dans le but de l'empêcher de poursuivre son travail syndical. Cependant, Lemette refuse la mutation et continue à travailler à Santes. Le 6 mai dernier, il reçoit une lettre de la direction qui « prend ac-



Au mois de juin, les patrons des PME se rendaient devant le palais de justice de Bethune pour faire libérer Roger Leleu. Les patrons avaient obtenu satisfaction avec le jugement pour un cas similaire de la cour d'appel de Douai. Mais n'avaient-ils pas vendu la peau de l'ours un peu trop tôt ?

te de sa démission ». La direction considère que le refus de la mutation entraîne la démission. Lemette refuse cette « démission ».

### LES PATRONS CONDAMNÉS

Le délégué CFDT porte l'affaire devant la justice. Après une longue procédure, le 23 juin, le tribunal de grande instance de Lille condamnait les chefs de l'entreprise SGTN à quatre mois d'emprisonnement avec sursis et mise à l'épreuve pendant trois ans pour licenciement arbitraire et pour d'autres entraves aux droits syndicaux. La direction de l'entreprise refusait de réintégrer Lemette et faisait aussitôt appel.

### ... PUIS RELAXÉS

La cour d'appel de Douai est alors saisie de l'affaire. Cette cour est connue pour donner systématiquement raison aux patrons et pour être, avec celle d'Aix-en-Provence, l'une des plus réactionnaires de France. Le 11 octobre, contre la loi qui exige que le comité d'entreprise soit consulté pour tout licenciement d'un délégué syndical, ce qui dans ce cas n'a pas été fait, la cour d'appel relaxe la direction de la SGTN. Mais

elle condamnait la CFDT et Bernard Lemette à 1 000 F de dommages et intérêts chacun et à payer les frais de justice. C'était là un jugement scandaleux.

### LE POUVOIR VEUT FAIRE CASSER LE JUGEMENT

C'était visiblement trop gros. Le parquet de Douai, certainement sur ordre du ministère de la Justice, vient de porter l'affaire devant la Cour de cassation. Le pouvoir, sans doute pour éviter trop de remous, car il a affaire à un syndicaliste très connu dans la région, veut donc casser le jugement de la cour d'appel de Douai qui, visiblement, ne sait pas assez ménager les apparences.

C'est là une victoire à mettre à l'actif des militants de la CFDT et du Syndicat des avocats de France qui ont, en commun, mené la bataille devant la justice. C'est aussi une victoire de l'action du Syndicat de la Magistrature du Nord qui, depuis des années, se bat contre la justice telle que la rend la cour d'appel de Douai en particulier.

## Soldats : solidarité avec les éboueurs en grève

Extrait du supplément spécial à « Soldat du peuple », bulletin des soldats révolutionnaires

**C**OMME en 1976 et à Marseille ou l'an dernier à Paris, l'armée nous impose de venir faire le travail des éboueurs alors que ceux-ci sont en grève. Cela porte un nom très clair : on nous impose de briser la grève des éboueurs.

La mise en œuvre du plan « aspirateur » a, parait-il, été décidée parce que l'hygiène de la capitale était en danger. Outre que cela est exagéré il n'y a qu'un responsable à la situation actuelle où les ordures ménagères encombrant les trottoirs : c'est la mairie de Paris et son refus de satisfaire les revendications des éboueurs.

Car nous pouvons nous en rendre compte depuis que nous sommes obligés de faire ce travail, ce n'est pas de tout repos. Et les revendications avancées par les éboueurs n'ont rien d'exagéré compte tenu de leurs difficiles conditions de travail... Mais la mairie de Paris et les ministères de tutelle refusent de les satisfaire ou font des propositions inacceptables.

En demandant à l'armée de nous faire faire ce boulot, la mairie compte bien décourager les éboueurs et les obliger à reprendre le travail sans avoir obtenu satisfaction. Et c'est bien pourquo

aussi on voudrait nous faire rattraper rapidement le retard accumulé pendant les jours de grève avec des journées de 9 à 10 heures.

Non seulement on nous fait jouer le rôle de briseur de grève, mais encore on nous fait travailler dans des conditions inacceptables comme main-d'œuvre gratuite !

Cela nous devons le refuser !

Moins nous en ferons, mieux ça vaudra : non seulement nous serons moins crevés, mais nous apporterons aussi un soutien non négligeable aux éboueurs.

L'objectif que nous devons nous fixer, c'est de renforcer notre unité entre soldats pour créer face au commandement un rapport de force suffisant qui nous permettra de refuser ce travail et d'aider ainsi les éboueurs à remporter la victoire.

Et pour y arriver, dès maintenant de multiples actions sont possibles, discutons en entre nous.

PRENONS NOTRE TEMPS, NOUS NE SOMMES PAS PRESSES

REFUSONS DE TRAVAILLER PLUS DE 8 HEURES

EXIGEONS DE POUVOIR PRENDRE UNE DOUCHE SUR CES 8 HEURES

EXIGEONS LE DROIT DE SORTIE APRES LE BOULOT

## Opéra de quat'sous ?

Histoire vraie que celle de F. qui voulait payer l'opéra à deux amis de passage à Paris. Il ne restait que trois places. « Juste ce qu'il me faut. Pas très très bien placées, mais... ». Elle demande le prix.

Il s'agissait de trois places à 152 F l'une. « Vous avez dit combien ? ». « 152 F. Et robe obligatoire pour les dames, chemise et cravate pour les hommes ! ». 152 F, la robe longue, la chemise et la cravate... on regardera la télé !

Il y avait toutefois des places affichées à 10 F. Mais le panneau d'affichage des prix précisait « sans visibilité ». Payer 10 F, repasser sa robe longue, sa chemise et enfiler une cravate pour ne rien voir, c'est vraiment la culture à portée de toutes les bourses !

F. a demandé si avec le billet à 10 F, on ne distribuait pas aussi des lunettes noires pour être sûr que ceux qui paient pour ne rien voir ne voient vraiment rien, même en se penchant. C'est vrai, il y a tant de resquilleurs...

## Légitime tabassage ?

Un soir de novembre 1977, Marcel Garcia et William Brun voient dans la cour de leur immeuble un homme monter dans sa voiture. Banal ? Peut-être pas « par les temps qui courent... ». Plusieurs vols ont été commis dans leur quartier. Peut-être que la veille le ministre de l'Intérieur a parlé à la télévision de la « sécurité des Français »... Un inconnu qui monte dans sa voiture ? Suspect !

Garcia et Brun le poursuivent, le rattrapent, le tabassent, l'amènent au poste de police. Mission accomplie. Interrogatoire de la police. Rien à relever contre la victime, Dominique Rigaud.

Innocent mais soupçonné et tabassé. Au nom de la « légitime défense » sans doute ?

Nos deux justiciers passent au tribunal correctionnel d'Avignon pour coups et blessures volontaires. Le tribunal consent à les condamner à quelques mois (quatre) de prison avec sursis. Peine légère comparée à la jurisprudence...

Sans doute parce que ce n'était là qu'un des multiples avatars de la « légitime défense » et qu'aux yeux du pouvoir mieux vaut tabasser un innocent que de laisser courir un délinquant potentiel...

## Persécutions

Elle s'appelle Anne. Elle a 22 ans. Elle ne travaille pas. Son mari a un salaire mensuel de 1 100 F. Ils ont trois enfants en bas âge, l'aîné à cinq ans. Ils ont sur le dos un loyer de 250 F et un crédit mensuel de 300 F pour des meubles. Fin de mois difficiles ? C'est peu dire.

Un jour, elle vole dans un grand magasin un sachet de cinq petits pains au chocolat. Cela lui vaudra une audition au commissariat de police et une perquisition à son domicile. Cela se passait en 1973...

Elle est née en 1908. Retraitée, elle a pour vivre une pension de la Sécurité sociale : 350 F par trimestre. Pour économiser le chauffage, elle séjourne souvent dans un Grand magasin : « Il y fait chaud ». Un jour, elle met dans son sac à main une cotelette de veau (3 F 95). Interpellée, trainée dans un bureau du surveillant, celui-ci lui prend d'autorité 60 F dans son porte-monnaie. Il n'y laisse que quelques pièces avec lesquelles elle ne peut terminer le mois. Cela se passait en 1974...

Deux faits extraits de la revue « Actes » (\*) et repris par le journal Libération.

« La campagne pour la sécurité des Français, face à la recrudescence de la violence », c'est peut-être cela : persécuter une jeune femme qui a tout juste de quoi donner à manger à ses enfants ou voler 60 F à une vieille femme qui a voulu manger un peu de viande sans avoir de quoi se payer ce « luxe »... Si après de tels exemples de justice expéditive, vous ne vous sentez pas en sécurité...

## 7 000 chômeurs en Aveyron !

Le 2 décembre, les paysans du Larzac ont décidé d'organiser une marche pour aller à l'Elysée. A travers la lutte contre leur expulsion, c'est aussi la question de l'exode des jeunes travailleurs, de leur déracinement qui est posée en plus de l'exploitation capitaliste. Ainsi chaque année, dans l'Aveyron, 400 jeunes quittent le bassin houiller, 200 quittent Millau. Actuellement, le nombre d'emplois dans la région Midi-Pyrénées est inférieur à ce qu'il était il y a vingt ans.

Et tous les jours, on apprend de nouveaux licenciements dans les entreprises de la région.

— Depuis la fermeture des mines et la perte de milliers d'emplois, 400 emplois ont été supprimés aux AUMD et de sérieuses menaces pèsent encore sur l'avenir du bassin (Vieille Montagne, Vallourec, Cogeram, Ratier-Forest, SNCF, bâtiment...).

— Dans le Millavois, 45 travailleurs d'Henfer sont toujours au chômage. L'entreprise Galtier a fermé : 135 emplois supprimés. A Baudrey, les effectifs ont diminué de 110 à 35 en cinq ans.

— A Rodez, plusieurs centaines d'emplois ont été supprimés ; 500 en moins de trois ans (Delbès et da-

mes, Bonami, Arnal, Causse-Cantal, Morin, Sila...).

Dans l'Aveyron, il y a actuellement plus de 7 000 chômeurs.

les radios de cette dame, puisqu'on vous dit qu'il faut la muter. Et puis, 26 ans de Kodak, ça vous refait une santé, c'est connu...

Combien d'entre nous se sont fait suspectés d'amener des certificats de complaisance, soit-disant délivrés au flanc, bref d'être des malades imaginaires ? Sans compter le scandaleux chantage au complément de Sécurité sociale fait au cours des visites de contrôle par le « médecin-flic » de service.

Cette médecine mercenaire au service des patrons n'est pas l'exclusive de Kodak, chez Peugeot, un médecin du travail qui se souciait trop de la santé des ouvriers s'est fait licencier il y a quelques temps. Cette médecine, c'est la médecine du capitalisme, elle ne soigne pas les hommes mais les profits...

## Médecine du travail : à la santé des patrons

### • Kodak-Vincennes

Madame X a été déclarée, par le médecin du travail de chez Kodak, apte au poste sur lequel elle est mutée. Un seul détail : le « médecin » n'a pas daigné consulter le dossier spécial apporté par madame X... et ne sait pas sur quel poste elle est mutée... C'est le dernier exploit de la médecine du travail Kodak. On n'arrête pas le progrès...

La base du diagnostic médical chez Kodak c'est les besoins du service. La direction des finitions a décidé de remettre madame X, 26 ans de maison, employée mensuelle depuis 6 ans, à la production ? Ne cherchez pas docteur, pas la peine de regarder

### • Bâtiment-travaux publics Toulouse

« Il n'y a toujours pas les comités d'hygiène et sécurité que nous demandons. Doit-on se satisfaire de cinq délégués de l'OPPBTP (prévention pour le bâtiment et les travaux publics) pour huit départements comprenant 60 000 salariés du BTP. Cela fait une « disponibilité » de dix minutes par salarié par an, sans compter les déplacements (de bout en bout, la région fait 400 kilomètres), sans négliger leur rôle, c'est pas sérieux ».

## Culturel

### Une semaine de télévision

SAMEDI 4 NOVEMBRE - A2 A 14 H 30

Les jeux du stade - Rugby : Irlande-Nouvelle-Zélande.

Les All-Black considérés comme la meilleure équipe du monde entreprennent une tournée dans les Iles Britanniques. Ce match est important après la défaite des All-Black devant l'Australie. Est-ce un accident de parcours ou bien le signe d'un déclin ? Le match contre l'Irlande permettra d'apporter des éléments de réponse.

DIMANCHE 5 NOVEMBRE

TF1 à 19 H 25

Les animaux du monde.

Plus difficiles à filmer que les lions et les tigres d'Afrique, voici les abeilles. Un reportage exceptionnel et très intéressant sur la vie de la ruche : essaimage, récolte de l'essaim, ponte de la reine, vie de l'abeille ouvrière etc.

A2 à 21 H 30

Le dénouement

Bientôt le 11 novembre. A cette occasion la télévision présente ce film sur 1918 et la fin de la guerre. Ce film évoque les illusions pacifistes qui sont nées avec la Société des Nations (SDN), il montre le désenchantement qui s'installe dans les deux camps après la grande boucherie impérialiste. Le film montre aussi l'immense espoir suscité par la Révolution d'Octobre. Il présente un grand intérêt pour les documents inédits sur les débuts de la Troisième Internationale.

FR3 à 20 H

Pétain à la télévision. Intolérable !

Après les interviews du collaborateur antisémite Pellepoix, voilà que FR3 par le biais d'Arthur Comte va essayer de nous apitoyer sur la fin de Pétain à l'île d'Yeu. Cela pour tenter de gommer la responsabilité de cet homme sous la collaboration dans la répression des travailleurs, des juifs et des antifascistes. C'est intolérable !

FR3 à 20 H 30

1958

L'histoire de l'avènement de la Cinquième République à partir de documents historiques.

LUNDI 6 NOVEMBRE

TF1 à 22 H 15

Questionnaire : Jean Elleinstein.

Jean Elleinstein représente aujourd'hui deux idées forces dans le PCF en crise : une certaine contestation de l'URSS, de ses méthodes et du caractère de l'Etat russe contemporain, et deuxièmement, l'« eurocommunisme » dont l'historien est certainement le porte-parole le plus avancé en France. Si ses critiques de l'URSS présentent un intérêt, ses théories sur « l'alliance historique » entre le PCF et le PS, ne visent qu'à redonner vie à une Union de la gauche défunte et de plus en plus regardée avec méfiance par de nombreux militants. C'est de la stratégie de replâtrage qu'il propose pour la gauche en France qu'Elleinstein discutera avec Jean-Louis Servan-Schreiber.

A2 à 17 H 25

Fenêtre sur... Flora Tristan

Cette émission « les livres et l'histoire » a pour

thème la vie d'une féministe du XIXe siècle qui a toujours associé lutte des femmes et lutte de classe.

A2 à 21 H 35

Question de temps : Les gamins de Bogota

Les gosses de 5 à 15 ans qui vivent dans la rue, livrés à eux-mêmes et s'organisent en bande pour la mendicité ou le vol, afin de se nourrir et de survivre.

MARDI 7 NOVEMBRE

TF1 à 22 H 40

Profil d'un raciste : Ian Smith

Cet homme qu'on va nous présenter comme un père tranquille, un honnête exploitant agricole est en fait un ancien nazi qui dirige maintenant les 300 000 blancs qui s'accrochent au Zimbabwe (Rhodésie) contre la volonté de 6 millions d'Africains. Ian Smith essaye dans ce portrait de justifier avec un cynisme sans égal le régime de l'apartheid. Une émission qui devrait être interdite pour incitation au racisme.

A2 à 20 H 35

Les dossiers de l'écran : Mary Jane a pleuré la nuit dernière.

Mary Jane c'est une petite fille de 4 ans qui est amenée par sa mère à l'hôpital pour une fracture du bras, fracture due à une chute bizarre. Le docteur découvre des traces de brûlures de cigarettes sur le corps de la petite. Le film aborde le problème des enfants maltraités. Un problème qui a ses racines dans les conditions de vie très mauvaises que les travailleurs connaissent dans la société actuelle. Cette émission sera sans doute très regardée.

MERCREDI 8 NOVEMBRE - A2 à 22 h 20 -

Les jours de notre vie - La sécurité des enfants à la maison :

Du super-robot de cuisine au couteau électrique en passant par le sachet plastique, nos maisons sont pleines de pièges dangereux pour les enfants jeunes. Chaque jour de nombreux enfants sont victimes d'accidents qui les handicapent ou les défigurent à vie à cause des objets de tous les jours qu'on laisse à leur portée.

VENREDI 10 NOVEMBRE - 21 h 30 à APOSTROPHES - L'URSS et nous :

Dans cette émission, Bernard Pivot invite des auteurs à présenter leur livre autour d'un thème précis, aujourd'hui, l'URSS.

Boukovski, un dissident russe en exil parle de la dictature qui règne sous Brejnev, Frioux présentera le livre « L'URSS et nous » dans lequel le PCF prend certaines distances, sur certains points avec l'URSS. Jean et Nina Kehayan présentent leur carnet de voyage en URSS. Ils sont membres du PCF et en sont revenus très inquiets et très surpris. « On ne savait pas, on ne nous avait pas dit ça ».

De plus en plus, l'URSS apparaît pour ce qu'elle est véritablement, un pays où règne la dictature fasciste, où la classe ouvrière est baillonnée. A côté de Boukovski expulsé d'URSS, un membre du Parti communiste français devra expliquer que le PCF condamne certains aspects de l'Union soviétique tout en considérant Brejnev comme un artisan de la détente. A côté de cela, deux jeunes militants du PCF, très échaudés par tout ce qu'ils ont vu au cours de leur voyage en URSS.

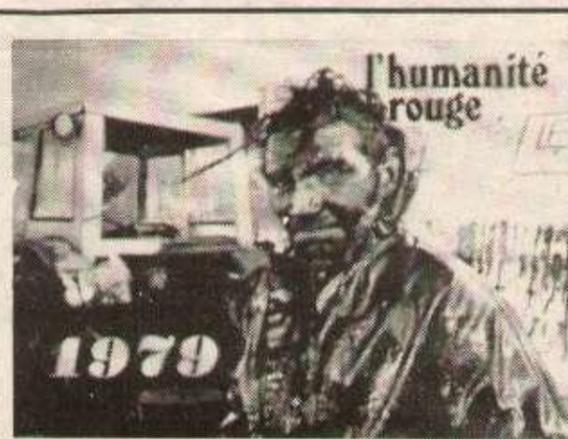
## SOIREE DE SOUTIEN AUX EMPRISONNES CORSES AVEC :

« U MUVRINI » et « E DUIE PATRIZIE »

organisée par la « Riscossa » à Marseille, le vendredi 3 novembre à 20 h 30 à la salle Mazenod, rue d'Aubagne (1er) et à Aix-en-Provence, le samedi 4 novembre à 20 h 30 au Palais des Congrès.

## A L'APPEL DE LA COMMISSION DES FEMMES ARABES :

Réunion unitaire de toutes les organisations (politiques, humanitaires, syndicales) le lundi 6 novembre, au 46 rue de Vaugirard Mo Odéon au Luxembourg en vue de préparer un travail (meeting ou autre) sur la condition de la femme arabe illustrée par le cas de Dalida Mashino.



Le calendrier 1979 pour la souscription à L'Humanité rouge est disponible.

Nous demandons aux responsables concernés des régions et des sections qui ne l'auraient pas encore fait de faire parvenir rapidement leurs commandes - par téléphone si possible.

Nos camarades isolés et amis lecteurs peuvent se le procurer en passant commande au journal (BP 61 75861 Paris Cédex 18 - CCP 30 22672 D La Source. Joindre le règlement.

Le calendrier 1979, outre son aspect utile (adresses utiles, carte des régions et des départements, codes postaux), comporte des photos de bonne qualité artistique et technique. Il est agréable et doit permettre une diffusion large (camarades de travail, amis, voisins, parents...).

Sa diffusion fait partie de la grande bataille pour la souscription, pour les vingt millions fin novembre, pour les trente-cinq millions fin décembre, pour que vive L'Humanité rouge.

Le prix est de 10 francs.

Faites parvenir le règlement, soit à la commande, soit le plus rapidement possible en précisant : pour le calendrier 1979.

**Achetez et faites acheter le calendrier 1979**

**Abonnez-vous à l'Humanité rouge quotidien révolutionnaire des travailleurs**

## l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet

Rédacteur en chef : Jean Quercy

Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson -

Front ouvrier : Gilles Carpentier - International :

Annie Brunel

L'Humanité rouge : pour toute correspondance :

BP : 61 75861 Paris cedex 18

CCP 30 226 72 D La Source

Tel : 205 51 10

Directeur de publication : André Druesne

Commission paritaire No 57 952.

Distribution NMPP

Imprimerie La Nouvelle.

Dépôt légal 4e trimestre 1978.

**P**ENDANT deux mois les ouvriers français et immigrés du CIB (Consortium industriel du bâtiment) ont fait grève. Cette entreprise employait 250 ouvriers, 900 au total sur la région, notamment à Cannes, Toulouse, Perpignan.

Quand la grève a commencé (le 11 septembre), le patron n'avait pas encore payé les salaires de juillet et d'août (au total 28 millions d'anciens francs) et il projetait de licencier tous les ouvriers.

Après deux semaines de lutte avec occupation du siège du CIB et la séquestration du patron, les ouvriers reçoivent intégralement leur paie de juillet et d'août. Par la suite, le patron a déposé son bilan et les ouvriers ont dû aller s'inscrire au chômage.

**TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRÉS UNE SEULE CLASSE OUVRIÈRE !**

Comme dans toutes les entreprises du bâtiment, les ouvriers immigrés étaient nombreux au CIB, ils étaient même les plus nombreux. Contrairement à ce que voudrait faire croire la bourgeoisie, les travailleurs immigrés ont montré qu'ils ne sont pas prêts à se laisser



les ouvriers de la CIB occupent la cathédrale.

Montpellier-bâtiment

**CIB : deux mois de lutte**

*Après la fermeture quel bilan tirer ?*

traiter comme des esclaves : « Nous ne sommes pas des travailleurs qui se vendent à bas prix, nous ne sommes pas des sardines que l'on jette le lendemain quand on n'a pas pu les vendre », devait déclarer un ouvrier espagnol à notre correspondant de presse.

Depuis le début, c'est au coude à coude que Français et immigrés du CIB se sont battus contre leur patron et c'est cette unité qui a fait leur force et permis le succès pour le paiement de leurs salaires.

**AU CIB UNE GRANDE COMBATIVITÉ**

Pendant la grève, la combativité des travailleurs est restée intacte ! Ils ont occupé le siège 24 heures sur 24, les travailleurs ont sequestré leur patron toute une soirée pour obtenir

le paiement de leurs salaires, ils ont aussi occupé la cathédrale plusieurs jours, et plus tard, le théâtre quelques heures pour attirer l'attention de la presse et des pouvoirs publics.

Ils ont fait plusieurs manifestations en ville.

**POUR EMPECHER LES LICENCIEMENTS**

« Seule la lutte résolue et la solidarité ouvrière et populaire pouvait faire reculer le patronat ». De multiples démarches ont été faites à la préfecture. Dernièrement les travailleurs se sont rendus à l'inspection du travail.

Connaitre exactement ce qu'il en est du CIB et le sort qu'on leur réserve est une exigence légitime des travailleurs mais quelle confiance peut-on faire à l'inspection du travail, au Préfet

quand on sait que ces gens-là sont payés pour servir le patronat et la bourgeoisie.

Les partis de gauche, les élus parlent sans cesse de délégation à la préfecture, à l'inspection du travail, de tables rondes avec les pouvoirs publics, le syndic... Les travailleurs des entreprises du bâtiment Allard, Fages, Grasset-Masson qui ont lutté contre les licenciements sont allés à ces délégations, à ces tables rondes avec les élus et les partis de gauche, ça n'a pas empêché les licenciements.

Et c'est bien là une preuve de l'impasse de cette voie. Aussi, il faut en tirer toutes les conclusions. Pour empêcher les licenciements, car c'était bien là l'objectif, il fallait avant tout compter sur le soutien, la solidarité des autres travailleurs du bâtiment et d'ailleurs, sur la solidarité de la population.

Le patronat ne recule que sous la pression des travailleurs en lutte et pas devant quelques élus assis dans un fauteuil. C'est cette solidarité ouvrière qu'il faut chercher auprès des autres travailleurs, c'est l'unité de tous et (pas seulement en paroles) contre les licenciements qui forcent le préfet, le patron à trouver une solution favorable aux travailleurs.

C'est dans ce sens qu'à travaillé notre parti en organisant une collecte qui a rapporté 600 F, en envoyant deux messages de soutien aux travailleurs, en diffusant des tracts, en faisant paraître articles et photos dans notre quotidien.

Correspondant Montpellier

**A propos du mot d'ordre du PCF « Défense de l'économie régionale »**

Un peu partout, on voit sur les affiches fleurir ce mot d'ordre et à propos de nombreuses fermetures, faillites, licenciements dans le bâtiment, il a été mis en avant par les dirigeants du PCF et de la CGT.

Dans le Languedoc-Roussillon, l'essentiel des entreprises sont des petites et moyennes entreprises (PME), les lois de la concurrence capitaliste font que les PME ne sont pas de taille à rivaliser avec les gros monopoles. Aussi les patrons des PME pour faire autant de profits sont-ils amenés à augmenter la productivité (augmenter les cadences, licencier une partie des ouvriers et faire faire le même travail par ceux qui restent). D'autres préfèrent placer leur argent ailleurs ou monter d'autres affaires. Pour cela, ils se déclarent en faillite et déposent leur bilan.

Le mot d'ordre « Défense de l'économie régionale » voudrait faire croire aux ouvriers que les patrons des PME et eux ont les mêmes intérêts face aux monopoles et que pour empêcher les fermetures, petits et moyens patrons doivent s'unir.

C'est ainsi que lors de la fermeture de l'entreprise du bâtiment Grasset-Masson, début 1977 (450 travailleurs licenciés), on a pu voir le patron participer à la manifestation devant la préfecture pour la survie de son entreprise.

Le patron de Fages qui a licencié 150 travailleurs a été cité dans *La Marseillaise* (journal régional du PCF). Il a dit « qu'il appréciait la lutte des travailleurs pour leur emploi » (!).

Ces choses-là devraient faire poser des questions. Ce n'est pas en défendant les petits capitalistes contre les gros qu'on supprimera les licenciements et les fermetures, pas plus que ce n'est en demandant au gouvernement plus d'aide pour les PME comme le fait le PCF.

Petits, moyens ou gros, les capitalistes sont les ennemis de la classe ouvrière et on ne peut prétendre défendre les ouvriers tout en n'attaquant pas les patrons.

Voilà qui pourrait bien expliquer les échecs complets des différentes luttes contre les fermetures d'entreprises dans notre région et dans le bâtiment en particulier.

**Assainir leurs entreprises en licenciant et ainsi relancer leurs profits**

Rien qu'à Montpellier, voici le nombre de licenciements dans le bâtiment depuis un an :  
- Fougères, 140 ; Fages, 150 ; Richard-Satem, 100 ; Génie civil de Lens, 45 ; Grasset-Masson, 450 ; Montamac, 40 ; Allard, 130 ; CIB, 250.

Au total, 1 305 licenciements sans compter toutes les petites entreprises pour lesquelles nous n'avons pas de chiffre. Quand on sait qu'Allard et GCL étaient liés au groupe Campenon-Bernard (banques de Suez et Paribas) et que Campenon-Bernard devait racheter en partie le CIB, on se demande ce qui se prépare.